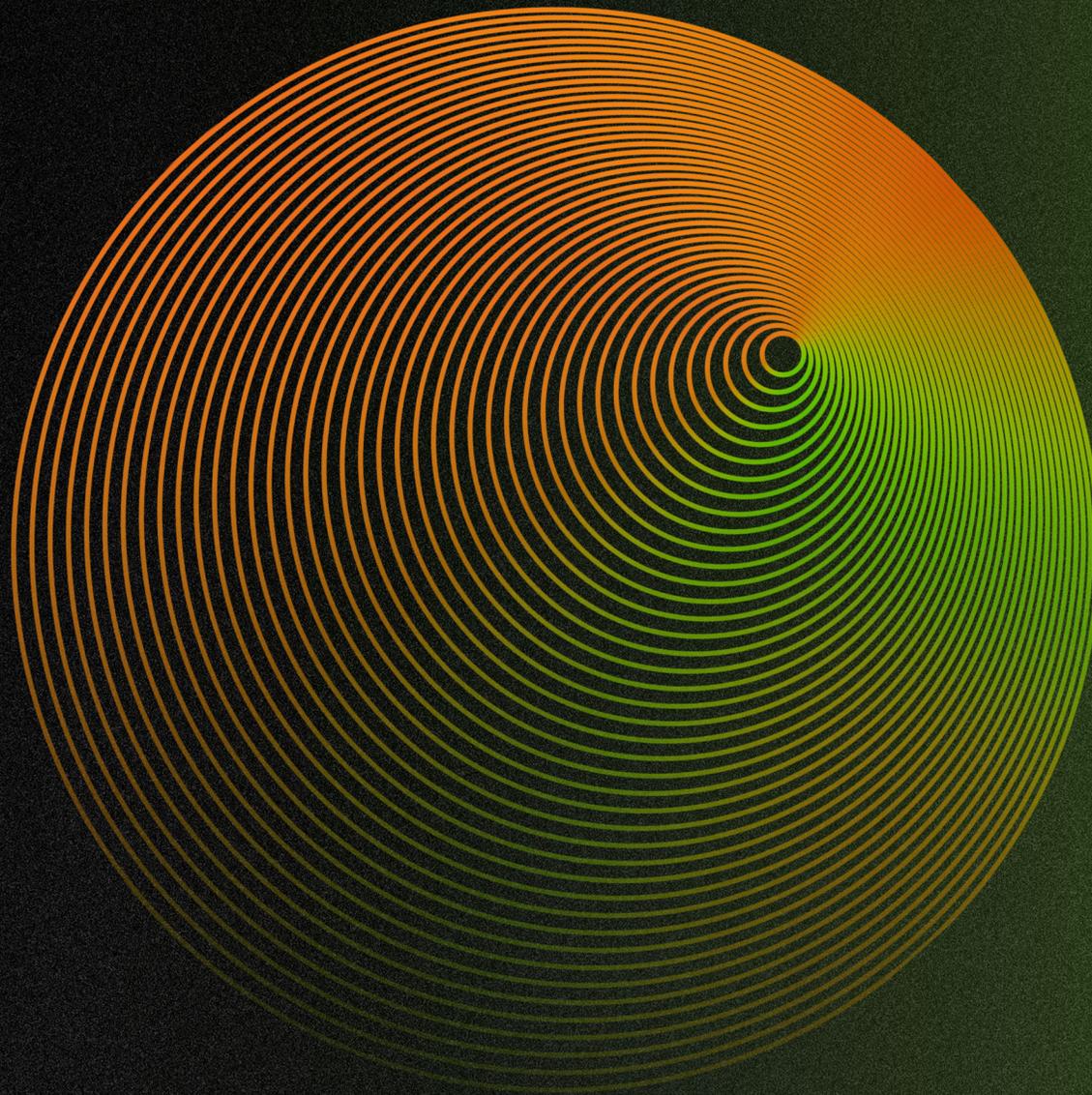


Deloitte.



Droits de douane,
commerce et une
nouvelle voie

Perspectives économiques | Édition estivale

Avant-propos de l'économiste en chef Dawn Desjardins

Les droits de douane sur l'acier, l'aluminium et les véhicules finis pèseront certainement sur la croissance, mais c'est l'incertitude entourant le futur du commerce qui nuit le plus aux perspectives économiques cette année.

L'incertitude liée aux politiques mondiales a une incidence marquée sur les prévisions de croissance qui ont été fortement revues à la baisse ces derniers mois. Le recul de la confiance des consommateurs et des entreprises, les perturbations des flux commerciaux, les attentes d'une hausse des coûts et la volatilité des marchés des capitaux devraient comprimer les dépenses et les investissements. Au Canada, la hausse extrême de l'incertitude liée aux politiques, qui dépasse maintenant les niveaux observés pendant la pandémie, a des répercussions sur la confiance, comme l'indiquent les mesures de la confiance des consommateurs et des entreprises, qui ont chuté aux niveaux les plus bas en dehors de la pandémie. À court terme, nous prévoyons que l'incertitude entourant la relation future avec notre plus important partenaire commercial retardera l'investissement des entreprises et pèsera sur l'embauche, ce qui, à son tour, maintiendra les consommateurs à la retraite. Nous pourrions faire face à une modeste récession cette année. Toutefois, comme les négociations entre les États-Unis et ses partenaires commerciaux se poursuivent, qu'un nouveau gouvernement fédéral canadien est en place et que les taux d'intérêt sont inférieurs à ceux d'il y a un an, notre scénario de référence suppose que l'économie reprendra de la vigueur plus tard cette année. Dans l'ensemble, nous prévoyons que la croissance du PIB réel sera de 1,1 % cette année, puis qu'elle s'accélérera pour atteindre 1,6 % l'an prochain.

Atteindre le juste équilibre

L'économie du Canada a enregistré un solide gain au premier trimestre de 2025, principalement dû au fait que les entreprises cherchent à anticiper les droits de douane sur les exportations et les importations tout en augmentant leurs stocks. Les dépenses de consommation ont considérablement ralenti et les investissements dans le logement ont diminué. Les investissements des entreprises ont légèrement augmenté, les entreprises s'étant précipitées pour acheter des machines et du matériel en prévision des droits de douane sur les importations en provenance des États-Unis.

L'incertitude quant à la demande pour les exportations canadiennes et les défis à relever pour se tourner vers d'autres marchés empêcheront probablement les entreprises d'effectuer des investissements importants à court terme. La perspective que les négociations commerciales en cours entre les gouvernements canadien et américain donnent des résultats et que les gouvernements mettent en œuvre des politiques visant à assouplir la réglementation, à stimuler les dépenses en matière de défense et à libérer des fonds pour construire des infrastructures qui font cruellement défaut devrait suffire à rétablir la confiance des entreprises.

L'activité économique diminuera pendant l'été
Variation du PIB en pourcentage, en termes de dépenses



Sources : Statistique Canada; Deloitte. P = prévision

Avant-propos de l'économiste en chef Dawn Desjardins

On s'attend à ce que le centre du Canada soit plus durement touché par les droits de douane en raison des faibles perspectives de croissance prévues pour le Québec et l'Ontario, qui exportent la majeure partie des produits visés par les droits de douane.

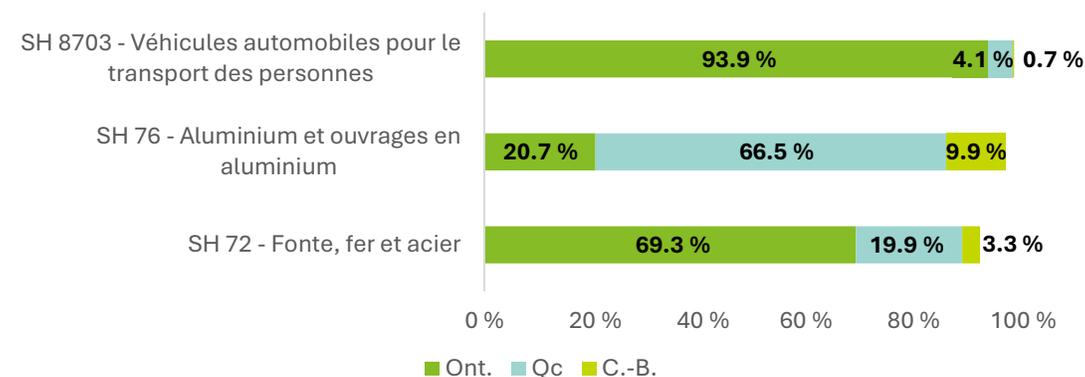
Jusqu'à présent, les droits de douane du Canada sur les exportations vers les États-Unis ont été en moyenne inférieurs à ceux d'autres pays, ce qui laisse entrevoir que les entreprises américaines continueront d'acheter des marchandises canadiennes. Ceci est, car, à ce stade, les exportateurs canadiens de marchandises conformes à l'ACEUM ne sont pas visés par les droits de douane américains de 25 % ou les droits de douane de 10 % sur l'énergie et la potasse. Toutefois, les données récentes ont révélé une forte baisse des exportations canadiennes vers les États-Unis, qui pourrait s'accroître au cours des mois à venir, surtout pour les produits comme l'acier, l'aluminium et les véhicules automobiles finis, qui continuent d'être visés par des droits de douane élevés. L'Ontario devrait être le plus touché par ces droits de douane, car elle est la première exportatrice d'acier et de véhicules automobiles finis. En effet, les prévisions indiquent que c'est au centre et dans certaines régions de l'est du Canada que la croissance économique sera la plus modérée cette année, l'Ontario étant particulièrement touché en raison de son exposition à des secteurs où les droits de douane sont élevés. La Colombie-Britannique sera également touchée par les droits de douane qui, combinés aux niveaux élevés d'endettement des ménages et à la réalisation récente de grands projets d'infrastructure, feront en sorte que la croissance sera faible pour une autre année dans cette province. Les provinces productrices d'énergie mèneront au chapitre des gains, avec une croissance décente prévue en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Les pressions inflationnistes ont augmenté et les mesures surveillées plus étroitement par la Banque du Canada dépassaient légèrement les 3 % en avril. Avec l'inflation fondamentale se situant à l'extrémité supérieure de la fourchette cible et le ralentissement de la croissance, la Banque est dans une position difficile. Les prochaines décisions en matière de politique tiendront compte non seulement du niveau actuel de l'inflation, mais aussi des attentes des entreprises et des consommateurs concernant l'inflation au cours de la prochaine année. Par conséquent, d'autres baisses du taux directeur seront restreintes par les inquiétudes entourant la persistance des droits de douane, qui augmentent les coûts des intrants et, en fin de compte, les prix à la consommation. Par conséquent, nous nous attendons maintenant à seulement deux autres réductions de taux par la Banque dans les mois à venir.

Le gouvernement fédéral nouvellement élu a établi un programme politique ambitieux dont les dépenses détaillées seront connues dans le budget qui sera présenté à l'automne. Entre-temps, le gouvernement mène des négociations avec l'administration Trump sur la politique tarifaire et commerciale et s'est engagé à augmenter les dépenses de défense du Canada à 2 % du PIB au cours de l'exercice. Nos prévisions prévoient donc une augmentation progressive des investissements et des dépenses du gouvernement au cours des trimestres à venir.

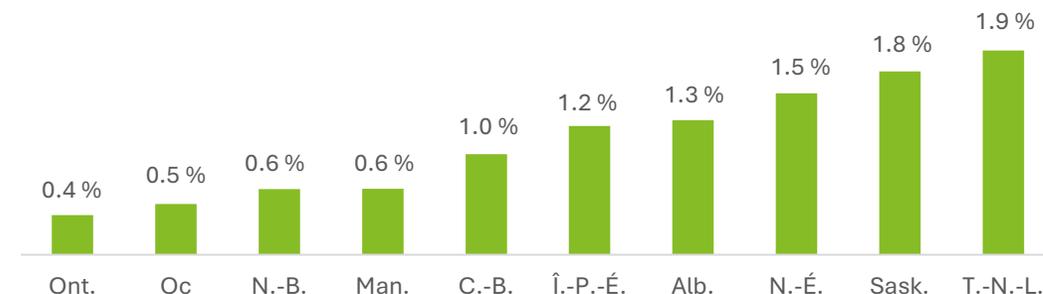
L'Ontario et le Québec sont les provinces les plus exposées aux secteurs visés par les droits de douane

Proportion des exportations par province, par produit, 2024



Le centre et certaines régions de l'est du Canada enregistreront la croissance du PIB la plus lente cette année

PIB aux prix de base, variation en pourcentage, 2025



Sources : Statistique Canada; Données sur le commerce en direct; Deloitte. P = prévision

Perspectives économiques

Politiques monétaire et budgétaire

- L'économie étant sur le point de traverser une période difficile et l'inflation fondamentale dépassant déjà la limite supérieure de la fourchette cible, nous nous attendons à ce que les mesures de relance viennent principalement de politiques budgétaires.
- La Banque du Canada a laissé les taux d'intérêt inchangés en juin, la deuxième réunion consécutive au cours de laquelle elle a choisi de ne pas intervenir. Malgré la présence de signes indiquant que l'économie est sur le point de ralentir, la dernière communication de la Banque a mis l'accent sur la stabilité des prix. Avec les droits de douane qui auront pour effet d'augmenter l'inflation au cours des prochains mois, il est probable que la Banque ne réduira les taux d'intérêt que deux autres fois, en juillet et en septembre, lorsque l'économie se contractera légèrement, avant de faire une pause et de remettre la relance entre les mains du gouvernement.
- Depuis l'élection fédérale, nous avons assisté à des changements rapides dans certains dossiers importants, notamment le dépôt du projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne. Ce projet de loi cherche à résoudre deux principaux irritants qui freinent notre croissance économique : les barrières commerciales interprovinciales et le régime réglementaire excessivement lourd pour les grands projets d'investissement. Plus précisément, le projet de loi permet au gouvernement de déterminer les projets qui sont dans l'intérêt national et d'accélérer le processus d'approbation. De nombreuses provinces font de même pour réduire les barrières commerciales interprovinciales et construire plus d'infrastructures, ce qui est de bon augure pour notre résilience économique et notre prospérité à long terme. Dans l'ensemble, nous prévoyons une croissance modeste des dépenses opérationnelles et une augmentation des investissements du gouvernement à compter du dernier trimestre de cette année.

Emploi et marchés du travail

- Après un début d'année solide, la croissance de l'emploi a stagné au cours des derniers mois, le nombre de personnes ayant un emploi étant inférieur à janvier de 15 000. Les pertes d'emploi ont été plus prononcées dans le secteur de la fabrication où les droits de douane sur l'acier, l'aluminium, le bois d'œuvre résineux et les véhicules automobiles finis ont déjà des répercussions. Nous constatons que la faiblesse s'est répercutée dans d'autres secteurs, comme le transport et l'entreposage et les services aux entreprises qui ont récemment aussi réduit leur main-d'œuvre.

- Malheureusement, ces conditions difficiles du marché du travail devraient persister tout au long de l'été et au début de l'automne, avec des pertes d'emploi modestes, ce qui portera le taux de chômage à 7,3 % au troisième trimestre. La croissance de l'emploi devrait reprendre dans les derniers mois de l'année, mais une reprise économique modérée limitera la demande de nouveaux travailleurs, ce qui entraînera une faible croissance de l'emploi. Toutefois, une croissance démographique plus lente limitera la croissance de la main-d'œuvre et, par conséquent, même avec une croissance modeste de l'emploi, le taux de chômage descendra en dessous de 7 % au début de l'année prochaine.

Dépenses de consommation et investissement résidentiel

- Les taux d'intérêt sont plus bas depuis un an, mais cela n'a pas été suffisant pour entraîner une hausse des investissements dans le logement ou des dépenses des ménages. En effet, les dépenses de consommation réelles par habitant sont presque exactement au même point qu'avant la pandémie, ce qui signifie qu'il n'y a pas eu d'augmentation des dépenses réelles par personne au cours des cinq dernières années. L'investissement résidentiel se porte encore plus mal, l'investissement réel par personne étant de 15 % inférieur aux niveaux d'avant la pandémie.
- La croissance des dépenses des ménages devrait être faible pour le reste de l'exercice et pour la prochaine année en raison de plusieurs facteurs. La faiblesse des conditions du marché du travail limitera les possibilités d'emploi et freinera la croissance des salaires. Nous constatons également des niveaux élevés d'épargne des ménages en réponse à l'incertitude économique, ce qui limite les flux de fonds dans l'économie. Enfin, une moins grande croissance de la population due aux changements en matière d'immigration se traduira par une diminution du nombre de nouveaux arrivants au pays, qui ont été un important moteur de dépenses ces dernières années.
- Plusieurs de ces mêmes facteurs pèsent également sur le marché de l'immobilier, qui est plus sensible aux fluctuations cycliques que les dépenses de consommation dans l'ensemble. Après une reprise très brève l'automne dernier, qui a coïncidé avec des taux d'intérêt plus bas, le marché de la revente a connu un nouveau gel des activités au cours des mois d'hiver. Compte tenu des niveaux d'investissements déjà peu élevés et des plans du gouvernement visant à accélérer la construction de nouvelles maisons, nous prévoyons que l'investissement résidentiel sera l'un des secteurs de l'économie qui connaîtra la croissance la plus rapide l'an prochain.

Perspectives économiques

Investissements des entreprises

- Les investissements des entreprises accusent un retard depuis plusieurs années au Canada et, malheureusement, 2025 ne semble pas être le tournant tant attendu. De nombreux facteurs freinent l'investissement, et la politique commerciale incertaine figure en tête de liste. Bien que le Canada bénéficie actuellement d'un sursis pour les droits de douane sur les produits qui sont conformes à notre accord de libre-échange avec les États-Unis (sauf pour les droits de douane propres à certains produits), nous ne connaissons pas la durée de ce sursis ni les droits de douane auxquels les produits pourraient être assujettis. Et, comme nous l'avons vu avec l'augmentation récente des droits de douane de 50 % sur l'acier et l'aluminium, même lorsque les droits de douane sont établis, rien ne garantit qu'ils resteront à ce niveau. Ce manque de clarté fait en sorte qu'il est très difficile de faire des investissements. Ajoutez à cela la diminution de la demande intérieure et il n'est pas surprenant que les entreprises hésitent à investir.
- La bonne nouvelle, c'est que nous nous attendons à ce que les modalités commerciales se précisent d'ici la fin de l'année, car il est peu probable que les États-Unis continueront indéfiniment cette application intermittente des droits de douane. Cette précision, combinée aux initiatives politiques visant à améliorer les délais d'approbation des projets, devrait entraîner une amélioration considérable des investissements l'an prochain, principalement dans les secteurs des travaux de génie et des machines et du matériel. Dans l'ensemble, après avoir diminué de 0,8 % cette année, à la suite de la baisse de 1,8 % l'an dernier, les investissements non résidentiels des entreprises devraient augmenter de 2,4 % l'an prochain.

Exportations

- Les exportations ont commencé l'année en force, affichant une très forte croissance pour un autre trimestre consécutif. Cependant, une grande partie de cette croissance est due aux entreprises qui ont devancé leurs achats pour éviter les droits de douane. Bien que le Canada ne soit pas actuellement visé par des droits de douane généralisés, des droits de douane de 25 % sur les composants autres qu'américains des véhicules finis et des droits de douane de 50 % sur les exportations d'acier et d'aluminium vers les États-Unis pèsent sur les perspectives d'exportation de ces produits. Dans nos prévisions, nous supposons que ces droits de douane resteront en vigueur indéfiniment, mais qu'aucun nouveau droit de douane ne sera introduit.
- Les droits de douane ciblés ont déjà des répercussions sur les emplois dans le secteur de la fabrication, même si l'augmentation des droits à 50 % sur l'acier et l'aluminium n'était en vigueur que depuis quelques jours lorsque ces prévisions ont été rédigées.

- Dans l'industrie sidérurgique, ArcelorMittal a licencié des travailleurs à Hamilton, Algoma Steep Group Inc. à Sault Ste. Marie et Ivaco Rolling Mills à L'Orignal. Des pertes d'emploi ont également été observées dans la fabrication de véhicules automobiles, Stellantis ayant temporairement licencié des milliers de travailleurs à son usine d'assemblage de Windsor en avril. Dans l'ensemble, le secteur de la fabrication a perdu 55 000 emplois en mai par rapport à janvier et, à mesure que la capacité de production est réduite, les exportations suivront.
- En effet, nous avons vu les exportations chuter soudainement en avril, avec une baisse de 10,8 % par rapport au mois précédent, ce qui a entraîné le plus grand déficit commercial de l'histoire. Cela signifie que le deuxième trimestre enregistrera de lourdes pertes qui devraient être suivies d'autres baisses au troisième trimestre. Les pertes les plus importantes seront concentrées dans les secteurs de la fabrication d'automobiles et de métaux, mais on s'attend également à une baisse annuelle des exportations de produits forestiers, et d'équipements industriels et de machines. Les droits de douane imposés par la Chine sur certains produits du canola, du porc et de fruit de mer devraient également avoir une incidence sur les exportations agricoles en milieu d'année. Dans l'ensemble, les exportations réelles devraient diminuer de 1,5 % en 2025.
- Il y a un côté positif potentiel à nos perspectives commerciales. Si les droits de douane élevés sur les importations américaines de produits chinois sont maintenus, les fabricants américains pourraient perdre une partie de leur avantage concurrentiel, ce qui favoriserait la demande pour les produits canadiens si notre exemption pour les marchandises conformes à l'ACEUM est maintenue. Toutefois, le ralentissement de la croissance économique aux États-Unis limitera cet avantage potentiel.

Importations

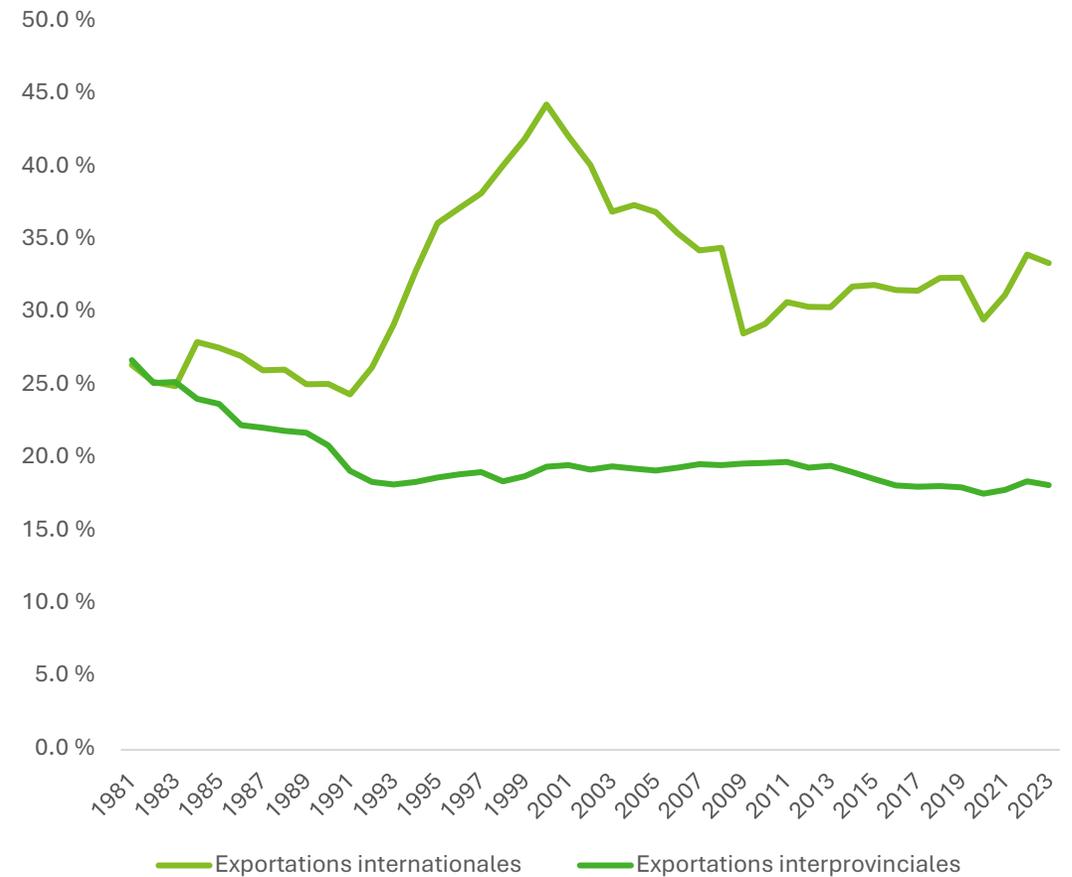
- Les importations ont également enregistré de bons résultats au premier trimestre, les entreprises et les consommateurs canadiens ayant devancé leurs achats avant l'entrée en vigueur des droits de représailles. À l'instar des exportations, les importations devraient diminuer au cours des deux trimestres du milieu de l'année. Toutefois, nous nous attendons à ce que les importations continuent de diminuer au dernier trimestre de l'année alors que le sursis actuel sur les achats utilisés comme intrants intermédiaires prendra fin. La baisse des importations cette année est attribuable à la faiblesse des dépenses de consommation, à la baisse des investissements des entreprises et à la diminution des exportations. Ces facteurs feront baisser la croissance totale des importations de 1,1 % et, avec une baisse plus rapide des exportations, le commerce freinera la croissance cette année.

Plusieurs risques à la hausse commencent à émerger

Les changements liés aux barrières commerciales interprovinciales et l'accent mis sur l'investissement envoient des signaux encourageants que certains obstacles de longue date à la productivité seront réglés.

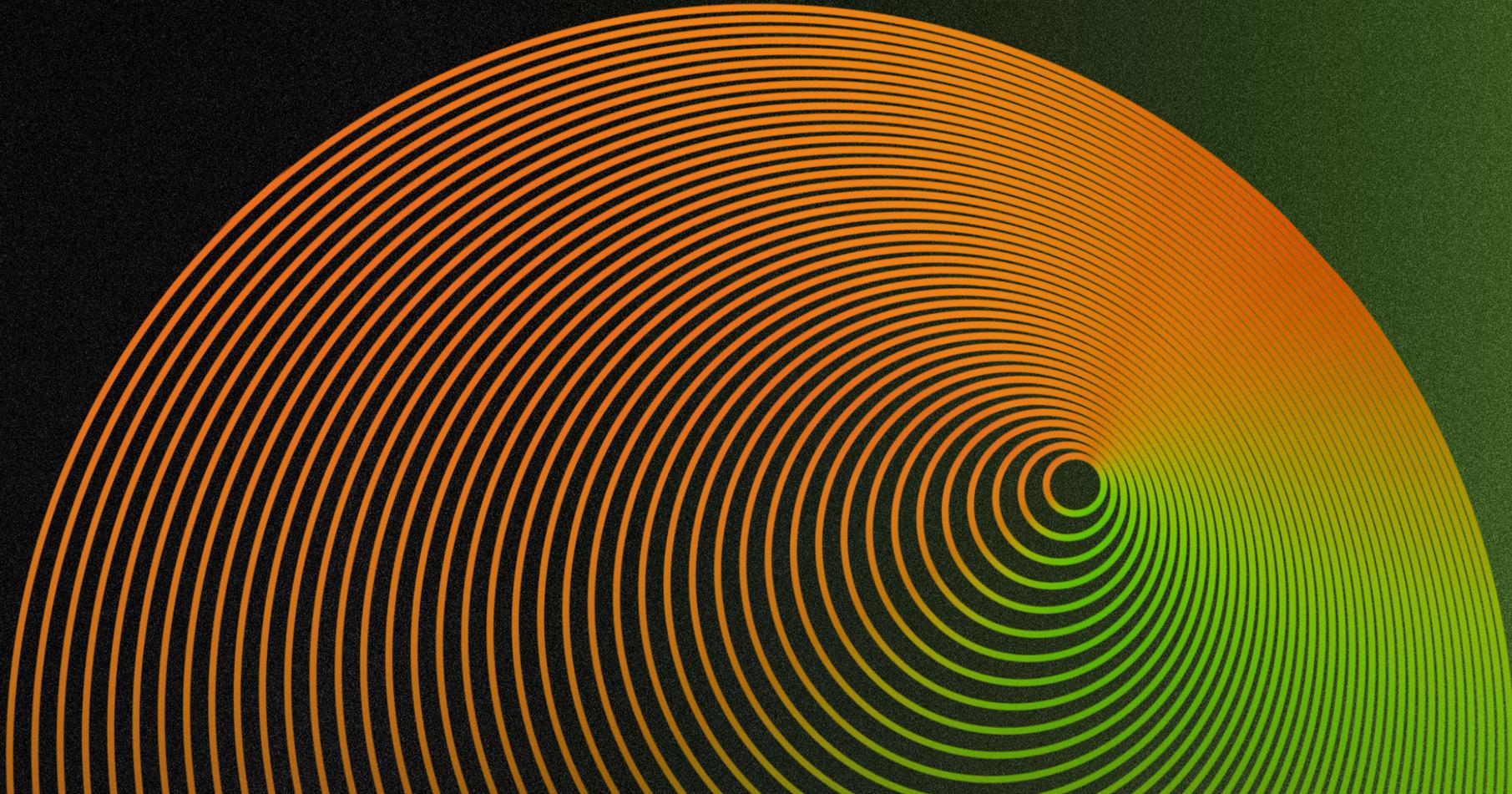
- Bien qu'une aggravation de la situation tarifaire soit le principal risque pour nos prévisions et constitue très clairement un risque de ralentissement, plusieurs risques à la hausse émergent. Nous avons constaté une hausse de l'engagement des consommateurs à acheter des produits canadiens et un regain d'intérêt pour les vacances au pays, deux facteurs importants qui contribueront à amortir le choc, alors que l'économie s'adapte aux droits de douane visant d'importantes industries.
- D'autres initiatives politiques n'auront pas d'incidence économique immédiate, mais elles pourraient avoir une incidence importante sur nos perspectives économiques à long terme. Le projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne, qui vise à réduire les obstacles au commerce interprovincial et à accélérer les investissements, pourrait se traduire par des investissements et des gains de productivité plus que nécessaires dans le paysage économique du Canada.
- Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne l'amélioration des délais d'approbation et du commerce intérieur dans plusieurs provinces. Le projet de loi 5 en Ontario et le projet de loi 15 en Colombie-Britannique visent tous deux à réduire les délais d'approbation des projets qui mettent l'accent sur l'infrastructure. L'augmentation des dépenses en infrastructure, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, est essentielle pour aider notre pays à stimuler la productivité et, après des années de retard sur le plan de l'investissement et de la productivité, les progrès dans ce domaine sont particulièrement encourageants.
- De plus, la Nouvelle-Écosse, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard ont élaboré des plans ou signé des ententes visant à éliminer les obstacles au commerce intérieur entre leurs provinces. Les changements du point de vue du commerce intérieur sont importants, car les gains stagnent depuis des décennies. D'après nos estimations par modélisation, l'élimination complète des barrières commerciales interprovinciales créerait plus de 100 000 emplois, mais même une élimination partielle donnera un coup de pouce considérable à l'économie.
- L'un des plus grands défis pour notre économie est peut-être de ne pas perdre de vue cette démarche si la situation tarifaire s'améliore. Quelle que soit notre relation commerciale avec les États-Unis, nous devons saisir l'occasion qui se présente à nous pour bâtir une économie plus prospère et plus résiliente.

Exportations internationales et interprovinciales en pourcentage du PIB, Canada



Source : Deloitte et Statistique Canada

Tableaux des prévisions



PIB par catégorie de dépenses

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2-P 2025	T3-P 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026	2024	2025-P	2026-P
PIB du Canada	2,1	2,5	2,4	2,1	2,2	-1,7	-1,0	2,9	1,9	2,0	2,4	2,2	1,6	1,1	1,6
Consommation des ménages	3,2	1,7	4,4	4,9	1,2	1,3	1,0	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	2,4	2,3	1,2
Consommation du secteur à but non lucratif	1,5	1,5	3,2	2,1	2,3	0,8	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	2,0	1,8	0,9
Consommation des administrations publiques	5,9	5,6	5,5	2,4	-0,3	-0,2	0,1	1,3	1,8	2,1	1,9	2,1	3,7	1,4	1,5
Investissement total	0,6	3,3	-1,8	9,0	-3,0	-3,9	-1,5	4,4	5,2	4,6	4,1	3,2	0,1	0,1	3,2
Investissements du gouvernement	14,2	6,8	4,0	7,3	-3,2	2,1	3,8	4,9	7,6	6,8	5,9	3,0	7,3	2,6	5,6
Investissements des entreprises	-2,1	2,6	-2,9	9,4	-3,1	-5,3	-2,8	4,3	4,7	4,1	3,6	3,3	-1,4	-0,4	2,7
Investissement résidentiel	-4,5	-9,4	5,4	16,8	-10,9	0,1	0,5	1,7	4,1	4,5	4,9	4,9	-0,6	0,2	3,2
• Résidentiel – rénovations	-12,4	-9,5	0,5	6,3	1,8	1,4	1,3	2,0	6,0	4,7	6,1	5,5	-4,4	1,6	4,1
• Résidentiel – coûts de transfert de propriété	17,9	-5,0	18,3	52,6	-56,0	-9,6	-4,0	1,7	7,1	8,4	10,6	12,4	5,1	-12,5	4,5
• Résidentiel – logements neufs	-6,0	-10,9	4,3	11,6	7,1	2,6	1,4	1,6	1,9	3,1	2,3	2,2	0,0	4,4	2,1
Investissements non résidentiels	-0,2	12,0	-8,3	4,5	2,7	-8,4	-4,7	5,9	5,1	3,9	2,9	2,3	-1,8	-0,8	2,4
• Ouvrages de génie	5,1	17,3	-1,1	-0,7	-10,4	-5,0	-2,5	3,5	4,8	4,3	3,3	2,5	-1,6	-3,0	2,6
• Bâtiments non résidentiels	-5,8	-6,5	-0,2	6,6	4,7	-6,5	-3,0	5,0	3,0	2,5	2,0	2,0	-3,4	0,6	1,7
• Machines et matériel	-4,1	24,3	-27,7	10,5	22,9	-16,5	-10,4	12,6	9,2	5,9	4,0	3,0	-2,9	0,3	3,7
• Propriété intellectuelle	0,6	0,3	6,4	4,1	-1,5	-3,1	-1,0	1,7	1,5	1,4	1,3	1,3	0,0	0,5	0,9
Exportations totales	-0,7	-4,8	-0,6	7,1	6,7	-15,1	-8,4	2,5	6,1	7,5	7,7	5,4	0,6	-1,5	2,4
• Exportations – marchandises	-0,6	-3,4	0,8	10,4	9,6	-18,7	-12,0	1,9	6,7	8,9	9,2	6,1	0,4	-1,3	2,1
• Exportations – services	-1,3	-9,6	-5,6	-4,1	-3,9	-1,4	4,6	4,6	4,0	3,2	2,7	2,9	1,0	-2,5	3,4
Importations	-1,1	0,0	-1,0	2,5	4,4	-9,8	-4,7	-0,1	8,4	6,9	5,7	4,4	0,7	-1,1	3,0
• Importations – marchandises	-1,1	3,2	-1,9	6,2	9,0	-12,7	-6,7	-2,1	8,7	7,0	5,9	4,5	0,3	-0,3	2,3
• Importations – services	-1,1	-10,5	2,2	-9,8	-11,1	2,3	3,0	7,4	7,1	6,6	4,7	3,9	2,5	-4,0	5,7
Stocks	(7 230)	7 448	(5 244)	(26 035)	8 700	1 838	(1 587)	1 430	3 456	(836)	(486)	567	(11 213)	(10 644)	3 466
PIB des États-Unis	1,6	3,0	3,1	2,4	-0,3	1,5	1,3	1,3	1,6	2,5	2,7	2,9	2,8	1,5	1,9

Remarque : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée; les données sont fondées sur des dollars enchaînés réels désaisonnalisés de 2017; P = prévisions.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 10 juin 2025.

Principaux indicateurs

Principaux indicateurs macroéconomiques

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2-P 2025	T3-P 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026		2024	2025-P	2026-P
Taux d'activité (%)	65,6	65,6	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3		65,5	65,3	65,3
Changement d'emploi (en milliers)	84,7	105,1	40,0	97,2	141,1	-19,0	-51,7	13,7	29,1	38,2	49,1	51,3		381,9	223,6	74,8
Taux de chômage (%)	5,9	6,3	6,6	6,7	6,6	7,0	7,3	7,2	7,1	6,9	6,7	6,5		6,4	7,0	6,8
Taux d'épargne des ménages (%)	4,7	6,2	7,2	6,0	5,7	7,1	6,7	6,3	5,8	5,6	5,4	5,3		6,0	6,5	5,5

Principaux indicateurs des marchés des capitaux

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2-P 2025	T3-P 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026		2024	2025-P	2026-P
Taux du financement à un jour	5,00	4,75	4,25	3,25	2,75	2,75	2,25	2,25	2,25	2,25	2,50	2,50		3,25	2,25	2,50
Bons du Trésor à 90 jours	4,96	4,79	4,20	3,36	2,79	2,62	2,16	2,04	2,09	2,12	2,16	2,19		3,36	2,04	2,19
Bons du Trésor à 1 an	4,78	4,62	3,71	3,22	2,75	2,55	2,29	2,27	2,35	2,40	2,43	2,45		3,22	2,27	2,45
Obligations d'État à 2 ans	4,11	4,21	3,23	3,11	2,68	2,56	2,45	2,50	2,59	2,64	2,70	2,75		3,11	2,50	2,75
Obligations d'État à 3 ans	3,86	4,07	3,13	3,07	2,67	2,58	2,51	2,60	2,62	2,66	2,71	2,76		3,07	2,60	2,76
Obligations d'État à 5 ans	3,51	3,71	2,95	3,06	2,78	2,77	2,75	2,80	2,82	2,85	2,87	2,90		3,06	2,80	2,90
Obligations d'État à 10 ans	3,44	3,67	3,09	3,26	3,09	3,17	3,15	3,10	2,95	3,00	3,00	3,00		3,26	3,10	3,00
Écart de 90 jours sur 10 ans	1,53	1,12	1,11	0,10	-0,30	-0,55	-0,99	-1,06	-0,86	-0,88	-0,84	-0,81		0,10	-1,06	-0,81
Écart de 2 ans sur 10 ans	0,67	0,54	0,14	-0,15	-0,41	-0,61	-0,70	-0,60	-0,36	-0,36	-0,30	-0,25		-0,15	-0,60	-0,25
Taux de change \$ CA/\$ US	0,741	0,731	0,733	0,715	0,697	0,722	0,725	0,729	0,733	0,736	0,738	0,740		0,730	0,718	0,737

Remarque : P = prévisions. Le taux de financement à un jour représente celui de la fin de la période. Tous les autres indicateurs de valeurs trimestrielles représentent les moyennes trimestrielles. Les chiffres annuels reflètent ceux de la fin de la période au T4.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 10 juin 2025.

Contributeurs

Services-conseils en économie

Grâce à des chefs de file en macroéconomie, en microéconomie, en analyse des politiques et de la réglementation, en développement économique, ainsi qu'en analyse et en modélisation, les professionnels des Services-conseils en économie de Deloitte possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour s'attaquer à certains des enjeux stratégiques et commerciaux actuels les plus complexes et les plus difficiles. Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur nos services, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : economicadvisorynews@deloitte.ca.



Dawn Desjardins
Économiste en chef



Matthew Stewart
Associé



Alicia Macdonald
Directrice de service



Anna Feng
Directrice



Robyn Gibbard
Directeur



Mikayla Schoel
Directrice



Pablo Alegria
Conseiller principal



Zach Gaskin
Conseiller principal



Tomi Ibrahim
Conseillère principale



Madison MacKinnon
Conseillère principale



Momanyi Mokaya
Conseiller principal



Dhruv Deshpande
Analyste



Avis de non-responsabilité

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Elle ne remplace donc pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisée pour prendre des décisions ou des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte n'est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu'elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte Canada

Chez Deloitte, notre raison d'être est d'avoir une influence marquante. Nous existons pour inspirer et aider nos gens, nos organisations, nos collectivités et nos pays à prospérer en créant un avenir meilleur. Notre travail soutient une société prospère où les gens peuvent s'épanouir et saisir des occasions. Il renforce la confiance des consommateurs et des entreprises, aide les organisations à trouver des moyens créatifs de déployer des capitaux, habilite des institutions sociales et économiques justes, fiables et efficaces, et permet à nos amis, à nos familles et à nos collectivités de profiter de la qualité de vie qui accompagne un avenir durable. Étant le plus grand cabinet de services professionnels détenu et exploité à 100 % par des Canadiens dans notre pays, nous sommes fiers de travailler aux côtés de nos clients pour avoir une influence positive sur tous les Canadiens.

Deloitte offre des services de premier plan dans les domaines de la consultation, de la fiscalité et des services juridiques, des conseils financiers, de l'audit et de la certification ainsi que des conseils en gestion des risques à près de 90 % des sociétés du palmarès Fortune Global 500^{MD} et à des milliers de sociétés fermées. Nous réunissons des compétences, des perspectives et des services de classe mondiale pour aborder les enjeux d'affaires les plus complexes de nos clients.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de ses filiales, veuillez consulter www.deloitte.com/ca/apropos.

Pour en apprendre plus sur Deloitte Canada, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [X](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par l'Agence | Deloitte Canada. 25-10833000